



Déclaration CGT Éduc'Action CAPA second degré du 5/03/2024

Depuis le début du premier mandat du président Macron et la nomination de M. Blanquer comme ministre de l'Éducation Nationale, le sentiment de déclasserment et de perte de sens dans nos métiers s'est accéléré. Depuis 2017 en effet, nous avons assisté, à une succession folle de « réformes », et d'annonces, que nous jugeons inefficaces, voire contre-productives, non financées la plupart du temps et jamais évaluées objectivement. Depuis lors, la stabilité et la sérénité dont les élèves et les personnels ont besoin pour travailler efficacement ont complètement disparu du paysage éducatif. À titre d'illustration, rappelons que cela fait 5 ans qu'il n'y a pas eu deux sessions de baccalauréats identiques, et cela continuera avec celle de 2024, au moins.

Lors de sa conférence de presse du mardi 17 janvier, Emmanuel Macron nous a repassé le film en noir et blanc d'une École issue d'un passé fantasmé, où l'immense majorité des élèves n'allait pas jusqu'au baccalauréat. Justifier la généralisation du port de l'uniforme au prétexte d'une recherche d'Égalité n'est que poudre aux yeux. Les inégalités à l'accès aux formations post 3ème et aux études post Bac ne cessent de croître et ce n'est pas le port du l'uniforme qui va les résoudre ! Les sommes qui seront allouées pour cette opération devraient plutôt être mobilisées pour des mesures, bien plus urgentes, en particulier quand les personnels se plaignent de manque de moyens, à raison. Les annonces du président, dont certaines comme l'apprentissage de la Marseillaise ou les cérémonies de remise de diplôme existent déjà et n'ont pas convaincu les personnels et n'ont rien résolu, pas plus que celles du Choc des savoirs censées répondre aux résultats inquiétants de l'étude PISA 2023. Que dire du stage de deux semaines en seconde pour reconquérir le mois de juin qui ne va que mettre en concurrence les élèves de lycée général et de lycée professionnel compte tenu du faible tissu économique de notre académie.

- Aucune mesure pour réduire les inégalités de réussite scolaire alors qu'elles sont dans notre pays les plus dictées par l'appartenance sociale.
- Aucune remise en cause de l'échec des mesures pour le collège et le lycée professionnel de JM Blanquer depuis 2017.
- Aucune perspective d'amélioration de l'attractivité de nos métiers alors que l'on assiste à une hausse inédite du nombre de chefs d'établissement signalant un manque d'enseignants.

- Aucune prise en compte du climat scolaire dégradé signalé par les élèves et les parents d'élèves
- Aucune politique en direction des familles, alors qu'un nombre important de parents ne suit plus la scolarité de leurs enfants.

A présent que les personnels connaissent les DGH de leurs établissements, ils voient bien encore une fois, qu'ils.elles devront se débrouiller sans moyens pour mettre en œuvre des mesures auxquelles ils.elles ne croient pas. La mise en place des groupes de niveaux en Français et en Mathématiques aux collèges et celle des dédoublements en Français et Mathématiques en Bac Pro se font au détriment des marges d'organisation dans ces structures : d'autres disciplines se voient supprimer leurs dédoublements, certains dispositifs d'aide disparaissent. **La CGT Educ'action estime que la logique à l'œuvre dans ces groupes de niveau accentuera les inégalités de notre système éducatif et le rendra encore plus sélectif qu'il ne l'est malheureusement déjà.**

L'hétérogénéité n'est ni un problème ni un frein aux apprentissages. Elle dynamise les enseignements, développe l'entraide et l'autonomie. Si l'ambition de l'École est de permettre à tous et toutes de progresser (et selon son rythme), l'École doit abonder les moyens en heures et en personnels formés, pour appliquer une pédagogie de progrès dans des classes **aux effectifs réduits.**

Concernant l'ordre du jour de cette CAPA, les fausses promesses qui accompagnaient la mise en place du PPCR et contre laquelle la CGT était et reste opposée, n'ont pas survécu aux faits.

La logique de salaire au mérite que sous-tend ce système et que le président a défendu lors de son intervention télévisée ne répond pas aux exigences d'émancipation revendiquées par la CGT Educ'Action.

Porteur de fortes inégalités, le déroulement de carrière ne peut dépendre d'un système aussi peu transparent et inéquitable. Les collègues sont soumis à des critères opaques donnant lieu à des évaluations arbitraires et à des appréciations souvent contradictoires avec l'avis final. Nombreux collègues, au regard des demandes de recours, relèvent ces contradictions rendant incompréhensibles les critères utilisés dans l'obtention de l'évaluation finale.

Enfin, suite à la loi de transformation de la fonction publique, nous n'avons plus accès à l'ensemble des avis, nous ne pouvons donc garantir à nos collègues l'égalité de traitements entre disciplines. Nous dénonçons, une fois encore, cette opacité mettant à mal le travail des élu-es paritaires et la défense de nos collègues.

Nous continuerons donc d'exiger l'abrogation de la loi de la transformation publique ainsi que du PPCR.